

Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Liffré – Cormier Communauté

Liffré ≡ Cormier
C O M M U N A U T É

Rapport d'activités Relatif au prix et à la qualité du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Exercice 2020

**Service Public d'Assainissement Non Collectif
Liffré – Cormier Communauté**

28, Rue la Fontaine
35340 Liffré

Téléphone : 02 99 68 31 31 / Fax : 08 97 10 92 95
Courriel : stephane.poulain@liffre-cormier.fr

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1. Généralités..... | 3 |
| 1.1. La réglementation : Les principaux textes règlementaires en vigueur..... | 3 |
| 1.2. Qu'est-ce que l'assainissement non collectif ? | 5 |
| 1.3. Les missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif. | 6 |
| 2. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif de Liffré - Cormier Communauté..... | 8 |
| 2.1. Présentation | 8 |
| 2.2. Estimation du nombre d'installations sur le territoire..... | 9 |
| 2.3. Mode de gestion du service..... | 9 |
| 2.4. Les missions | 9 |
| 2.5. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif..... | 11 |
| 2.6. L'activité du service | 12 |
| 2.7. Indicateur de performance..... | 16 |
| 2.8. Les indicateurs financiers..... | 16 |
| 2.9. Les redevances d'assainissement non collectif | 17 |
| 2.10. Exécution budgétaire 2020..... | 18 |

1. Généralités

1.1. La réglementation : Les principaux textes règlementaires en vigueur

Avant la loi n°92-3 du 3 janvier 1992, l'assainissement non collectif relevait uniquement du domaine réglementaire et les conditions de mise en œuvre étaient déterminées par la DDASS. L'arrêté technique du 3 mars 1982 et les circulaires des 18 mai et 20 août 1984 en déterminaient les conditions de mise en œuvre.

La loi sur l'eau donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif en lien avec le **code de la Santé publique** et le **code de l'urbanisme**.

La Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) introduit les éléments suivants :

- Article 46 : (modifie le code de la santé publique)
 - Les propriétaires d'installation d'assainissement non collectif font procéder périodiquement à leur vidange par une personne ou entreprise agréée (dans les conditions qui seront fixées par un arrêté préfectoral)....,
 - En cas de non-conformité à la réglementation en vigueur, le propriétaire dispose de 4 ans pour faire procéder aux travaux prescrits par le rapport du SPANC,
 - Les arrêtés de 1996 seront révisés,
 - Lors de la vente d'un immeuble d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le diagnostic des installations d'assainissement non collectif est joint au dossier technique annexé à la promesse de vente,
- Article 54 : (modifie le code général des collectivités territoriales)
 - Les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité ne pouvant excéder 8 ans.
 - A la demande du propriétaire, la commune peut assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif (compétence facultative),
 - Les communes peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude de sol ou le choix des filières.

Les arrêtés de 1996 ont été modifiés par les trois arrêtés du **07 septembre 2009** suivant :

- Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.

La **Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010** portant engagement national pour l'environnement (Loi dite Grenelle II) modifie les éléments suivants :

- Le code de la santé publique
 - Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.
 - Si le contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du présent code est daté de plus de trois ans ou inexistant, sa réalisation est à la charge du vendeur.
- Le code de la construction et de l'habitation
 - En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.
- La loi no 2006-1772 du 30 décembre 2006
 - L'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique issu du 12o de l'article 46 et l'article 47 de la présente loi entrent en vigueur le 1er janvier 2011.
- Le code général des collectivités territoriales
 - Les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité ne pouvant excéder 10 ans.

Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

1.2. Qu'est-ce que l'assainissement non collectif ?

L'assainissement non collectif peut se définir comme « Tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés à un réseau public d'assainissement » (article 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux assainissements non collectif).

Il est aussi appelé assainissement individuel ou autonome.

La directive européenne du 21 mai 1991 et la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 reconnaissent ce type d'assainissement comme une solution à part entière, alternative à l'assainissement collectif (« tout à l'égout ») dans les zones d'habitat dispersé, essentiellement donc en milieu rural. En effet, lorsqu'il est correctement installé et entretenu, les performances de l'assainissement non collectif sont au moins aussi bonnes que celles de l'assainissement collectif.

Une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur doit permettre le traitement commun des eaux usées domestiques constituées par :

- Les eaux vannes issues des WC,
- Les eaux ménagères (cuisine, salle de bain, ...).

Un assainissement non collectif comporte deux étapes : le prétraitement et le traitement des eaux usées domestiques avant la dispersion des effluents.

- Le prétraitement

Le prétraitement a pour but de rendre les eaux usées compatibles avec le bon fonctionnement des dispositifs de dispersion et d'épuration par le sol. Ce dispositif de prétraitement se compose d'une fosse septique toutes eaux et d'équipements complémentaires.

- Le bac dégraisseur :

Fortement conseillé quand la fosse est située à plus de 10 m de la maison, il est installé à la sortie des eaux ménagères. Il permet de retenir les graisses et huiles contenues dans ces eaux. Il doit être nettoyé tous les quatre à six mois environ.

- La fosse toutes eaux : (volume minimum de 3 m³)

Elle reçoit l'ensemble des eaux usées et assure deux fonctions : la rétention des matières décantables et flottantes et la liquéfaction biologique par digestion anaérobie des boues retenues. Il est nécessaire de vidanger cette fosse régulièrement, au moins tous les 4 ans.

- Le préfiltre :

Il est destiné à protéger l'épandage du risque de colmatage lié au départ des matières en suspensions ou de graisse éventuellement entraînées par les effluents de la fosse. Il est intégré le plus souvent à la fosse toutes eaux.

- Le traitement :

Le traitement est un dispositif d'épuration et de dispersion des eaux dans le sol. Les filières de traitement sont le plus souvent constituées par un épandage souterrain dans le sol superficiel ou dans un sol reconstitué, de filtres compacts ou de microstation d'épuration. Elles dépendent de la nature de sol, de l'espace disponible, de la pente du terrain et des possibilités de rejet.

1.3. Les missions du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

- Les obligations des communes

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 précise que l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

Les dispositions légales et réglementaires ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau et visent à assurer :

- - La préservation des écosystèmes aquatiques,
- - La protection contre toutes pollutions,
- - La restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines,
- - Le développement et la protection des ressources en eau,
- - La valorisation de l'eau comme ressource économique.

Les communes ou groupements de communes ont désormais des compétences directes en matière d'assainissement non collectif (articles L.2224-7 à L.2224-11 du Code général des collectivités territoriales).

Les communes ou groupements de communes ont ainsi l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif. Le zonage d'assainissement peut-être annexé au plan local d'urbanisme (anciennement plan d'occupation des sols) ; il peut prévoir l'interdiction de certaines filières d'assainissement non collectif dans les zones où ces dernières ne seraient pas adaptées.

Les communes ou groupements de communes devaient avoir mis en place au plus tard avant le 31 décembre 2005 un service public de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif et pouvant être complété par une prestation d'entretien des dispositifs.

- Le service public d'assainissement non collectif (SPANC)

Ce service a pour missions obligatoires (cf. Arrêté du 7 septembre 2009 sur les modalités du contrôle) :

- Pour les dispositifs neufs et réhabilités :
- Le contrôle de conception et d'implantation : il vise à valider l'adaptation de la filière d'assainissement projetée aux contraintes liées à la configuration de la parcelle et au type de logement.
- Le contrôle de bonne exécution : il permet d'apprécier la conformité de la réalisation vis à vis du projet validé lors du contrôle de conception et d'implantation, ainsi que la qualité des travaux effectués. Il doit être effectué avant remblaiement.
 - Pour les dispositifs existants :
- Le contrôle diagnostic de l'existant : il constitue un « état des lieux » de l'existant, et permet de repérer les défauts de conception et d'usure des ouvrages, d'apprécier les nuisances éventuelles engendrées par des dysfonctionnements et d'évaluer si la filière doit faire ou non l'objet de travaux de réhabilitation. Ce contrôle doit surtout permettre de vérifier que le dispositif n'est pas à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution ou d'autres nuisances...

- Pour l'ensemble des dispositifs :
 - Le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien : le contrôle périodique de bon fonctionnement permet de vérifier sur la durée l'efficacité d'un dispositif d'assainissement.

Le contrôle de l'entretien a pour objet de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des ouvrages de prétraitement (notamment la vidange de la fosse septique ou fosse toutes eaux) ainsi que la destination des matières vidangées.

Ces deux contrôles peuvent être réalisés simultanément.

Le SPANC est un service public industriel et commercial. Son budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

Les recettes proviennent de la redevance à la charge des usagers du SPANC.

2. Le Service Public d'Assainissement Non Collectif de Liffré - Cormier Communauté.

2.1. Présentation

Liffré - Cormier Communauté regroupe les communes suivantes :

- Chasné-sur-Illet,
- Dourdain,
- Ercé-près-Liffré,
- Gosné,
- La Bouëxière,
- Liffré,
- Livré sur Changeon,
- Mézières sur Couesnon,
- Saint Aubin du Cormier.



L'année 2020 a été marquée par la mise en place d'un nouveau fonctionnement suite à l'approbation du nouveau règlement de service par la délibération 2019-177 en date du 16 décembre 2019.

Un marché pour la réalisation des contrôles obligatoires a été passé, après mise en concurrence, avec la Saur à la date du 11 juillet 2019. Ce marché a une durée de 4 ans maximum.

L'année 2020 a vu la publication de nouveaux agréments en application de l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif. La liste des filières agréées est disponible sur le site interministériel suivant : www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr

Le marché d'entretien a été passé avec la société Alzéo Environnement à la date du 28 mai 2020 pour une durée de 7 mois.

2.2. Estimation du nombre d'installations sur le territoire.

Le parc d'installation d'assainissement non collectif est estimé à 3657 sur le territoire de la Communauté de Communes de Liffré Cormier Communauté.

2.3. Mode de gestion du service.

Le service est géré en régie pour les communes de Liffré Cormier Communauté.

Un marché de prestation de service a été passé avec la Saur afin de réaliser des contrôles de bon fonctionnement en complément de ceux réalisés par le technicien de Liffré Cormier Communauté. Ce marché prévoit la réalisation des contrôles des installations neuves et en cas de vente lorsque ceux-ci ne peuvent pas être réalisés par le technicien.

Le service de vidange est assuré par la société Alzéo Environnement dans le cadre d'une prestation de service sur tout le territoire.

2.4. Les missions

- Le contrôle de conception et d'implantation

Ce contrôle a pour but de vérifier que le projet d'assainissement non collectif est conforme à l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Il s'opère en amont de toute construction d'habitat neuf ou de réhabilitation par l'intermédiaire d'un formulaire disponible en mairie : la demande d'installation d'un assainissement non collectif.

Une étude à la parcelle, fournie par le propriétaire, est indispensable pour permettre au service de contrôle de vérifier le choix de la filière retenue et son implantation projetée en fonction des contraintes du site. Elle doit être jointe à la demande d'installation d'un assainissement non collectif.

Le service de contrôle se tient à la disposition du propriétaire afin de répondre à d'éventuelles questions (les bureaux d'études, les entreprises, les matériaux recommandés, ...)

- Le contrôle de bonne exécution

Ce contrôle a pour but de vérifier que les éléments retenus par le propriétaire et acceptés par le service lors du contrôle de conception et d'implantation sont bien respectés lors de la réalisation du dispositif d'assainissement.

Il fait l'objet d'un compte-rendu détaillé dont un exemplaire est adressé au propriétaire de l'installation et un autre à la commune concernée.

Ce contrôle est réalisé à l'initiative et en présence des entreprises et /ou des propriétaires qui informent le service du commencement des travaux et de leur achèvement.

Ce contrôle fait l'objet d'un ou de plusieurs déplacements pendant les travaux. En tout état de cause, il doit avoir lieu en fin de travaux, avant remblaiement pour évaluer la qualité de réalisation des ouvrages.

- Le contrôle diagnostic de l'existant

Ce diagnostic a été réalisé en 2003-2004 :

- par le bureau d'études SESAER pour les communes de Chasné-sur-Illet, Dourdain, Ercé-près-Liffré et Liffré.
- par le bureau d'études Ouest Aménagement pour la commune de La Bouëxière

- par le bureau d'études Gaudriot pour les communes de Gosné, Livré sur Changeon, Mézières sur Couesnon et Saint Aubin du Cormier.
- Le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien

Le contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien concerne tous les ouvrages d'assainissement non collectif. Il a pour objectif de vérifier que leur fonctionnement ne crée pas de nuisances environnementales et/ou de problèmes sanitaires.

Ce contrôle a été réalisé avant le 31 décembre 2012 pour le premier contrôle puis sur une période de six ans pour les installations non-conforme et huit ans pour les autres installations.

Il fait l'objet d'un compte-rendu détaillé adressé au propriétaire de l'installation, le cas échéant, à l'occupant des lieux.

Par la délibération 2019-177 en date du 16 décembre 2019, la périodicité des contrôles à partir du 1^{er} janvier 2020 a été définie de la façon suivante :

- 1 an suite à une vente ;
- 1 an pour les installations classées à risques sanitaire ou environnemental ou pour la santé des personnes ;
- 4 ans pour les installations non conformes ;
- 6 ans pour les autres installations ;
- 8 ans suite à une réhabilitation ou construction neuve.

- La prestation d'entretien

Cette compétence permettra à la collectivité de :

- Aider les propriétaires pour la réalisation de l'entretien,
- Améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement non collectif par la réalisation d'un entretien régulier,
- Augmenter la durée de vie du système,
- Diminuer la pollution, engendrer par un manque d'entretien, qui est de la responsabilité du Maire.

- L'information des usagers et des acteurs de l'assainissement non collectif

Du fait d'une méconnaissance de la réglementation en vigueur, de l'absence d'un premier contrôle et d'un manque d'information vis-à-vis de l'entretien des installations, l'assainissement non collectif a longtemps souffert et souffre encore d'une image de marque déplorable auprès du grand public. Une des principales missions du SPANC est de répondre aux interrogations et aux attentes des usagers mais aussi des acteurs de l'assainissement non collectif (élus, artisans, bureaux d'études, ...).

2.5. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif.

L'indicateur permet de mesurer la maîtrise des pollutions domestiques diffuses et d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif : les missions obligatoires et les missions facultatives.

Cet indicateur (décrivant la situation au 31 décembre de l'exercice 2020) porte sur un indice compris entre 0 et 140. L'arrêté du 2 mai 2007 en précise le mode de calcul :

| | | Action effective en totalité (oui/non) | Nombre de points possibles | Nombre de points obtenus |
|---|---|--|----------------------------|--------------------------|
| A. - Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif | Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération | Oui | 20 | 20 |
| | Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération | Oui | 20 | 20 |
| | Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans | Oui | 30 | 30 |
| | Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations | Oui | 30 | 30 |
| B. – Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations | Oui | 10 | 10 |
| | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | Non | 20 | 0 |
| | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange. | Non | 10 | 0 |
| TOTAL | | | 140 | 110 |

2.6. L'activité du service

Les contrôles de conception et de réalisation

Les contrôles de conception et de réalisation des installations neuves réalisés au cours de l'année 2020 sont répertoriés dans le tableau suivant :

| Ville | 2018 | | 2019 | | 2020 | |
|------------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| | Contrôle conception | Contrôle réalisation | Contrôle conception | Contrôle réalisation | Contrôle conception | Contrôle réalisation |
| Chasné-sur-Illet | 1 | 3 | 1 | 1 | 5 | 3 |
| Dourdain | 3 | 4 | 3 | 1 | 3 | 4 |
| Ercé-près-Liffré | 7 | 6 | 6 | 12 | 6 | 6 |
| Gosné | 9 | 10 | 11 | 7 | 14 | 11 |
| La Bouëxière | 20 | 14 | 12 | 11 | 17 | 11 |
| Liffré | 11 | 20 | 15 | 6 | 14 | 10 |
| Livré sur Changeon | 9 | 9 | 7 | 2 | 12 | 5 |
| Mézières sur Couesnon | 9 | 4 | 10 | 2 | 5 | 7 |
| Saint Aubin du Cormier | 8 | 4 | 6 | 2 | 7 | 6 |
| Total | 77 | 74 | 71 | 44 | 83 | 63 |
| Total annuel | 151 | | 115 | | 146 | |

Les contrôles de bon fonctionnement (CBF)

Les contrôles de bon fonctionnement sont répertoriés dans les tableaux suivants :

| Ville | 2018 | | 2019 | | 2020 | |
|------------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|
| | Contrôle de bon fonctionnement | Visites non réalisées | Contrôle de bon fonctionnement | Visites non réalisées | Contrôle de bon fonctionnement | Visites non réalisées |
| Chasné-sur-Illet | 10 | | 19 | 2 | 6 | |
| Dourdain | 77 | 1 | 14 | | 56 | |
| Ercé-près-Liffré | 48 | 1 | 38 | | 29 | |
| Gosné | 1 | | 14 | | 155 | 1 |
| La Bouëxière | 150 | 1 | 72 | 3 | 37 | |
| Liffré | 51 | 4 | 83 | 1 | 19 | |
| Livré sur Changeon | 7 | | 7 | | 162 | 1 |
| Mézières sur Couesnon | 12 | | 84 | | 167 | |
| Saint Aubin du Cormier | 4 | | 4 | | 84 | |
| Total | 360 | 7 | 335 | 6 | 715 | 2 |

Dans le cadre de l'aide financière attribuée par Liffré Cormier Communauté (délibération du Conseil Communautaire DEL 2019/178 du 16 décembre 2019), 53 des 715 contrôles réalisés en 2020 ont bénéficié d'une aide. 36 propriétaires ont bénéficié de la tranche 1 et 17 propriétaires ont bénéficié de la tranche 2. Cette politique d'aide a engendré un coût de 2 908,42 € HT.

| Classement | Etat du parc assainissement non collectif au 31-12-2020 | | | | |
|---|---|------------|------------------|------------|--------------|
| | Chasné-sur-Illet | Dourdain | Ercé-près-Liffré | Gosné | La Bouëxière |
| Installations non contrôlées | | 2 | 3 | 20 | 7 |
| Installation inexistante | 1 | 4 | 4 | 5 | 6 |
| Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes | 18 | 18 | 54 | 81 | 10 |
| Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes > Risque environnemental avéré | | | | | |
| Installation non conforme | 42 | 64 | 151 | 63 | 307 |
| Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure | 32 | 46 | 82 | 68 | 133 |
| Installation ne présentant pas de défaut | 30 | 42 | 102 | 57 | 163 |
| Dossier déposé dans le cadre du contrôle de conception | 7 | 11 | 25 | 27 | 58 |
| Installation neuve | 8 | 13 | 32 | 58 | 66 |
| Total | 138 | 200 | 453 | 379 | 750 |

| Classement | Etat du parc assainissement non collectif au 31-12-2020 | | | | Total |
|---|--|-----------------------|-----------------------------|------------------------------|-------------|
| | Liffré | Livré sur Changeon | Mézières sur Couesnon | Saint Aubin du Cormier | |
| Installations non contrôlées | 4 | 35 | 33 | 15 | 119 |
| Installation inexistante | 7 | 1 | 5 | 3 | 36 |
| Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes | 20 | 79 | 72 | 48 | 400 |
| Installation non conforme > Danger pour la santé des personnes > Risque environnemental avéré | | | 1 | | 1 |
| Installation non conforme | 303 | 84 | 76 | 47 | 1137 |
| Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure | 111 | 77 | 92 | 38 | 679 |
| Installation ne présentant pas de défaut | 154 | 61 | 67 | 25 | 701 |
| Dossier déposé dans le cadre du contrôle de conception | 51 | 27 | 21 | 13 | 240 |
| Installation neuve | 57 | 40 | 53 | 17 | 344 |
| Total | 707 | 404 | 420 | 206 | 3657 |

Agence de l'eau : Subvention pour la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif classés à risque selon l'arrêté du 27 avril 2012.

Dans les modalités d'attribution des aides au titre du 10e programme d'intervention, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne prévoit une aide à la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif existants identifiés comme présentant un risque sanitaire et/ou environnemental avéré.

Les Critères d'éligibilités de l'aide sont :

- L'installation doit être classée à risque sanitaire ou environnemental.
- Subvention pour la réhabilitation des installations. (Est exclue la création)
- La subvention est versée dans le cadre d'opérations groupées.
- Les installations à réhabiliter doivent se situer sur une commune dite « rurale ».
- Les installations à réhabiliter ne doivent pas rentrer dans les obligations réglementaires liées aux ventes de logement.

L'avancée de la démarche est répertoriée dans les tableaux suivants :

- Tranche 5 : Attribution d'une subvention d'un montant maximal de 147 900,00 € en date du 11 avril 2018 pour la réhabilitation de 29 dossiers.

| | Nombre de dossiers | Travaux réalisés | Subvention versée | Montant versé |
|------------------|--------------------|------------------|-------------------|---------------------|
| Chasné-sur-Illet | 2 | 2 | 2 | 10 200,00 € |
| Dourdain | 1 | 0 | 0 | 0 € |
| Ercé-près-Liffré | 5 | 5 | 5 | 23 460,18 € |
| La Bouëxière | 4 | 4 | 4 | 20 400,00 € |
| Liffré | 17 | 13 | 13 | 65 004,96 € |
| Total | 29 | 24 | 24 | 119 065,14 € |

La prestation d'entretien

Les entretiens réalisés sont répertoriés dans le tableau suivant :

| Ville | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Chasné-sur-Illet | 1 | 4 | 3 | 3 |
| Dourdain | 1 | 2 | 5 | 2 |
| Ercé-près-Liffré | 6 | 9 | 5 | 4 |
| Gosné | 0 | 0 | 1 | 1 |
| La Bouëxière | 22 | 21 | 8 | 9 |
| Liffré | 16 | 13 | 5 | 5 |
| Livré sur Changeon | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Mézières sur Couesnon | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Saint Aubin du Cormier | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 46 | 49 | 28 | 25 |

Dans le cadre de l'aide financière attribuée par Liffré - Cormier Communauté (délibération du Conseil Communautaire DEL 2016/069 du 02 juin 2016), aucune des 25 prestations réalisées en 2020 ont bénéficié de l'aide.

2.7. Indicateur de performance

Cet indicateur représente le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Il est défini par l'arrêté du 2 mai 2007 comme le rapport entre le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année considérée et le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.

| | 2019 | 2020 |
|---|---------|---------|
| Nombre total d'installations | 3644 | 3657 |
| Nombre d'installations jugées « non-conformes » | 1783 | 1693 |
| Taux de conformité des dispositifs d'ANC en % | 51.07 % | 53.70 % |

2.8. Les indicateurs financiers

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est un service public à caractère industriel et commercial.

A ce titre, il est doté d'un budget annexe au budget principal de la Communauté de Communes. Ce budget annexe répond à l'instruction comptable M 49. De plus, ce service est financé par une redevance à la charge des usagers du service.

2.9. Les redevances d'assainissement non collectif

Par délibération du Conseil Communautaire DEL 2019/178 du 16 décembre 2019, le montant des redevances a été fixé :

| Type de redevance | 2020 | | | | | |
|--|-----------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|
| | Tarifs généraux | | Tranche 1 avec une aide de 50% | | Tranche 2 avec une aide de 75% | |
| | Montant HT | Montant TTC TVA 10% | Montant HT | Montant TTC TVA 10% | Montant HT | Montant TTC TVA 10% |
| Contrôle de bon fonctionnement et de bon entretien | 94,58 € | 104,04 € | 47,29 € | 52,02 € | 23,65 € | 26,02 € |

Cette délibération poursuit l'attribution d'une aide financière de 50% et 75% en fonction du revenu fiscal de référence des ménages concernant la redevance pour les contrôles de bon fonctionnement et d'entretien.

| Type de redevance | Tarifs 2020 | |
|---|-------------|---------------------|
| | Montant HT | Montant TTC TVA 10% |
| Visite supplémentaire dans le cadre des vérifications de bon fonctionnement et de bon entretien | 21,33 € | 23,46 € |
| Contrôle de conception | 60,27 € | 66,30 € |
| Une redevance couvrant les vérifications de réalisation (basé sur un maximum de 3 visites) et une première visite de bon fonctionnement dans l'année suivant la mise en place du système d'assainissement non collectif | 86,70 € | 95,37 € |
| Visite supplémentaire pour les vérifications de réalisation | 38,02 € | 41,82 € |
| Contre visite suite à un avis défavorable lors de la vérification de réalisation | 47,76 € | 52,54 € |
| Déplacement du technicien suite à un appel d'un particulier (Vente) | 94,58 € | 104,04 € |
| Redevance pour le prélèvement et le déplacement dans le cas d'une filière dérogatoire | 11,13 € | 12,24 € |

Les redevances sont perçues par titre de recette exécutoire émis par la Trésorerie de Liffré.

2.10. Exécution budgétaire 2020

| INVESTISSEMENT | | | | | |
|--|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Articles | Nature | BP 2019 | CA 2019 | BP 2020 | CA 2020 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 12 885,00 € | - € | 18 640,00 € | 11 795,00 € |
| 13 | Amortissement subvention d'investissement | - € | - € | - € | - € |
| 139111 | Agence de l'eau | - € | - € | - € | - € |
| 13913 | Départements | - € | - € | - € | - € |
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors opération) | 10 300,00 € | - € | 13 200,00 € | 10 460,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | 2 585,00 € | - € | 5 440,00 € | 1 335,00 € |
| 001 | Déficit antérieur reporté | - € | - € | - € | - € |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 12 885,00 € | 1 856,00 € | 18 640,00 € | 6 951,27 € |
| 28 | Amortissement des immobilisations | 1 856,00 € | 1 856,00 € | 7 000,00 € | 6 951,27 € |
| 2182 | Matériel de transport | 1798,00 € | 1798,00 € | - € | € |
| 2805 | Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires | - € | - € | 4 800,00 € | 4 794,17 € |
| 2808 | Autres immobilisations incorporelles | - € | € | - € | € |
| 28182 | Matériel de transport | - € | - € | 1 800,00 € | 1 798,00 € |
| 28183 | Matériel de bureau et matériel informatique | - € | € | 330,00 € | 301,10 € |
| 28184 | Mobilier | 16,00 € | 16,00 € | 20,00 € | 16,00 € |
| 28188 | Autres | 42,00 € | 42,00 € | 50,00 € | 42,00 € |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 1 245,00 € | - € | - € | - € |
| 010 | Dotations, fonds divers et réserves | - € | - € | - € | - € |
| 001 | Excédent antérieur reporté | 9 784,63 € | - € | 11 640,63 € | - € |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE | | - | 1 856,00 € | - | -4 843,73 € |
| RESULTAT CUMULE D'INVESTISSEMENT | | 0,00 € | 11 640,63 € | 0,00 € | 6 796,90 € |

| FONCTIONNEMENT | | | | | |
|-----------------------------------|--|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| Articles | Nature | BP 2019 | CA 2019 | BP 2020 | CA 2020 |
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 167 651,00 € | 98 934,77 € | 127 819,58 € | 90 903,56 € |
| 011 | Charges à caractère général | 30 610,00 € | 16 920,55 € | 68 664,00 € | 40 610,68 € |
| 6063 | Fournitures d'entretien et de petit équipement | 150,00 € | - € | 100,00 € | - € |
| 6064 | Fournitures administratives | 100,00 € | - € | 100,00 € | 172,83 € |
| 611 | Sous-traitance générale | 14 500,00 € | 10 097,90 € | 60 364,00 € | 33 062,37 € |
| 6132 | Locations immobilières | 8 000,00 € | 2°371,00 € | 1 400,00 € | - € |
| 6135 | Locations mobilières | 1 000,00 € | 907,56 € | 1 000,00 € | 604,73 € |
| 61521 | Entretien, rép bâtiments publics | - € | - € | - € | 143,49 € |
| 61551 | Matériel roulant | 1 050,00 € | - € | 1 050,00 € | 71,27 € |
| 6156 | Maintenance | 300,00 € | 1427,82 € | 2 380,00 € | 2 180,00 € |
| 6161 | Multirisques | 400,00 € | 410,46 € | 420,00 € | 426,97 € |
| 618 | Divers | - € | - € | - € | - € |
| 6228 | Rémunérations divers | 1 100,00 € | - € | 1 100,00 € | - € |
| 6231 | Annonces et insertions | - € | - € | - € | 2 865,37 € |
| 6236 | Catalogue et imprimés | - € | - € | - € | - € |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 1 100,00 € | 631,81 € | 400,00 € | 772,08 € |
| 6262 | Frais de télécommunications | 350,00 € | 324,00 € | 350,00 € | 311,57 € |
| 6287 | Remboursement de frais | 2 560,00 € | 750,00 € | - € | - € |
| 012 | Charge de personnel | 33 000,00 € | 31 168,00 € | 38 250,00 € | 38 241,61 € |
| 22 | Dépenses imprévues fonctionnement | 2 000,00 € | - € | 1 000,00 € | - € |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 1 245,00 € | - € | - € | - € |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 155,00 € | 26,37 € | 155,00 € | - € |
| 67 | Charges exceptionnelles | 98 785,00 € | 48 963,85 € | 12 750,58 € | 5 100,00 € |
| 673 | Titres annulés (sur ex. ant.) | 500,00 € | - € | 500,00 € | - € |
| 6742 | Subventions exceptionnelles d'équipement | 83 000,00 € | 48 963,85 € | - € | 5 100,00 € |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 15 285,00 € | - € | 12 250,58 € | - € |
| 68 | Dotation aux amortissements | 1 856,00 € | 1 856,00 € | 7 000,00 € | 6 951,27 € |
| 002 | Déficit antérieur reporté (fonc) | - € | - € | - € | - € |

| FONCTIONNEMENT | | | | | |
|---|---|--------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| Articles | Nature | BP 2019 | CA 2019 | BP 2020 | CA 2020 |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 102 600,00€ | 48 046,53 € | 127 819,58 € | 97 065,83 € |
| 70 | Vente de produits fabriqués, prestations de services, marchandises | 51 600,00 € | 33 750,26 € | 113 656,00 € | 89 685,46 € |
| 7062 | Redevance d'assainissement non collectif | 29 900,00 € | 22 401,50 € | 88 356,00 € | 79 304,56 € |
| 7068 | Prestations de services | 21 700,00 € | 11 348,76 € | 25 300,00 € | 10 380,90 € |
| 74 | Subventions d'exploitation | 51 000,00 € | 14 296,27 € | - € | 7 380,00 € |
| 75 | Autres produits gestion courante | - € | - € | - € | 0,37 € |
| 77 | Produits exceptionnels | - € | - € | - € | - € |
| 777 | Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice | - € | - € | - € | - € |
| 773 | Mandat annulé | - € | - € | - € | - € |
| 775 | Produits de cessions d'immobilisations | - € | - € | - € | - € |
| 7718 | Autres pdts except./ opé. de ges | - € | - € | - € | - € |
| 002 | Excédent antérieur reporté (fonc) | 65 051,82 € | 65 051,82 € | 14 163,58 € | 14 163,58 € |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE | | - | -50 888,24 € | - | 6 162,27 € |
| RESULTAT CUMULE DE FONCTIONNEMENT | | 0,00 € | 14 163,58 € | 0,00 € | 20 325,85 € |